

gouvernement s'engageraient à regrouper leurs bureaux dans le même immeuble afin de mieux orchestrer leurs activités complémentaires. Je tiens à remercier non seulement le gouvernement de l'Alberta, mais aussi la Chambre de commerce de Calgary qui n'a pas ménagé ses efforts pour mettre en place un guichet d'exportation unique et polyvalent dans cette ville.

Tout en rationalisant les activités de plusieurs paliers de gouvernement, nous devons aussi améliorer la coordination au sein du gouvernement fédéral. À l'heure actuelle, pas moins de vingt ministères et organismes fédéraux s'occupent du commerce international et de la promotion de l'investissement. En réalité, la moitié seulement des dépenses totales du fédéral pour l'expansion des exportations est administrée par mon propre ministère. Il est clair que si nous voulons relever le défi de la concurrence mondiale, il faut envisager une approche plus intégrée à Ottawa et une collaboration accrue avec les provinces.

Le Plan de promotion du commerce extérieur est un bon point de départ. Ce document annuel, publié en février, expose la stratégie d'exportation du Canada pour vingt-trois secteurs industriels névralgiques. Il rallie un nombre croissant de ministères fédéraux, de provinces et de groupes du secteur privé pour ce qui est des initiatives de promotion du commerce. En complément à ce plan, on élabore dans le plus grand détail des stratégies individuelles pour les grands marchés étrangers, le premier projet pilote étant l'Inde.

Mais il nous faut aller plus loin sur la voie de la coordination. Nous devons être plus vigilants dans la façon dont nous dépensons les maigres fonds réservés à la promotion du commerce à l'échelle du fédéral. Et nous devons mieux définir nos priorités.

L'une de ces priorités est d'associer nos efforts à ceux des provinces dans le but d'ouvrir les juridictions étrangères à l'investissement canadien direct. Nous sommes en quête d'un ensemble de règles internationales plus sûres et plus transparentes pour gérer l'investissement transnational. En signalant aux entreprises canadiennes les possibilités d'investissement et en repérant d'éventuels partenaires sur les marchés internationaux, mon ministère et nos missions à l'étranger contribuent déjà pour une large part à leur métamorphose en sociétés d'envergure mondiale.

Mais nous pouvons faire plus. Prenons par exemple une autre priorité, la politique commerciale, qui est de plus en plus influencée par les progrès scientifiques et technologiques. En collaboration avec d'autres ministères et organismes fédéraux et avec les provinces,

- nous négocions des accords internationaux afin de permettre à des scientifiques et à des sociétés du Canada d'accéder à